

Nouveaux Cahiers du socialisme



Valleyfield : pour une émancipation à la fois nationale et sociale

Pierre Beaudet

Numéro 24, automne 2020

La question nationale revisitée. Enjeux, stratégies, convergences

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94036ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (2020). Valleyfield : pour une émancipation à la fois nationale et sociale. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (24), 64–70.

Valleyfield : pour une émancipation à la fois nationale et sociale

Pierre Beaudet

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

À Valleyfield, on sait se battre pour la liberté et la justice. En 1838, la population de la région (Saint-Timothée, Sainte-Martine, Beauharnois) a pris les armes contre le « seigneur » Edward Ellice et l'empire colonial. Durant la « grande noirceur », en 1946, Valleyfield au complet s'est soulevée avec les ouvrières et les ouvriers contre l'infâme Montreal Cotton Mills qui contrôlait pratiquement la ville. Durant les années 1970, Valleyfield est devenue l'un des pôles québécois du syndicalisme de combat. Depuis 1976, lors des élections et des référendums, la population a opté pour le changement. En 2012, c'est du cégep de Valleyfield qu'est partie la grève étudiante. Plus récemment, en 2018, les braves travailleurs et travailleuses de la CEZinc ont mené une grève d'un an jusqu'à la victoire avec l'appui de toute la population. Aujourd'hui cependant, on sent comme un frémissement, une hésitation. Quelle est la suite du combat ? Le Québec a changé. Les rapports de forces ont changé. Qu'est-ce qu'on doit faire ? Nous présentons ici des extraits de conversations à « cœur ouvert » qui ont eu lieu à Valleyfield dans le cadre d'un collectif improvisé à l'origine du numéro 22 des Nouveaux Cahiers du socialisme, Valleyfield. Mémoires et résistances, paru à l'automne 2019¹.

1 À ces discussions ont participé (par ordre alphabétique) : Flavie Achard, Denis Besner, Denise Boileau, Louis-Philippe Boucher, Yvon Boucher, Denis Bourdeau, Pierre LaGrenade, Dominique Reynolds, Guillaume Tremblay-Boily. La transcription n'est pas littérale, ce n'est pas un verbatim. Les erreurs, omissions et interprétations sont celles de l'auteur Pierre Beaudet.

P.B. - En quoi l'émancipation nationale reste-t-elle à l'ordre du jour à Valleyfield ?

L'idée d'un pays a toujours été très forte dans notre ville et plus largement, dans la région de Beauharnois-Valleyfield. Depuis les années 1970, le comté a élu à plusieurs reprises un candidat souverainiste. La question nationale a été également au centre de l'engagement syndical dans les usines de la région et dans les syndicats du secteur public. Cela dit, comme le disait Michel Chartrand, l'indépendance, c'est plus qu'un statut politique, mais une véritable libération à la fois sociale et nationale.

P.B. - Pourtant, vous avez voté pour le candidat de la Coalition Avenir Québec (CAQ) aux dernières élections, en 2018...

Plusieurs citoyens et citoyennes ont perdu leurs illusions à la suite du dernier référendum, et ce, en grande partie à cause du Parti québécois (PQ) qui a refroidi les ardeurs de ses partisans avec sa vision très électoraliste de la question nationale. Des indépendantistes ont voté pour la CAQ en pensant qu'il s'agissait du « moindre mal » par rapport au Parti libéral. Ce dernier est doublement rejeté par la majorité francophone pour son déni de la question nationale, pour ses politiques d'austérité et ses pratiques de corruption, ainsi que pour son utilisation du multiculturalisme contre le peuple québécois. Il n'y avait pas d'enthousiasme ni envers le candidat de la CAQ ni envers les prétentions autonomistes de François Legault. À mesure que le temps avance, on voit le vrai visage de ce parti : un pouvoir associé à un homme et sans vision à long terme sur des questions aussi importantes que l'économie, l'environnement et l'immigration. On se confine dans l'autonomisme provincial.

P.B. - L'indépendance reste pourtant à l'ordre du jour...

Depuis le dernier référendum, la situation a changé, surtout chez les jeunes qui n'ont pas connu l'oppression vécue par les plus âgées. Ce n'est plus le même contexte. À l'époque, la Montreal Cotton avait une grande influence sur les débats au conseil municipal pour s'assurer que les intérêts de l'entreprise restent au-dessus de tout. La minorité anglophone, à laquelle appartenaient la plupart des cadres de la Cotton, restait soudée autour des trois églises protestantes et des services de loisirs qui lui étaient réservés ! Aujourd'hui, Valleyfield n'est plus une *company town* ! On a acquis des droits, on n'est plus dans le Québec du « *Speak white* ». Malgré cela, l'aspiration à l'indépendance persiste parce que chez nous, mais aussi à l'échelle de tout le Québec, on n'a pas tous les pouvoirs qui nous permettent de s'assumer pleinement. Ce sont d'autres qui décident combien d'argent sera dévolu au secteur de la santé. Ou comment on va gérer la crise climatique.

P.B. - La cause de l'environnement converge avec l'aspiration à l'indépendance...

L'environnement est peut-être la clé de voûte qui pourra réactiver la sensibilité indépendantiste². En effet, la crise climatique et l'abandon des énergies fossiles constituent un enjeu crucial pour le XXI^e siècle. Le Québec, avec ses sources d'énergie verte, constitue un des endroits du monde le mieux équipé pour inventer une société libérée des énergies fossiles. Il n'est peut-être pas garanti qu'un Québec pays serait à la hauteur pour réaliser ce potentiel, mais il est clair qu'un Québec province canadienne n'aura jamais la possibilité de réaliser ce potentiel.

P.B. - On est inondé de messages qui disent que l'indépendance, c'est fini...

Depuis la défaite crève-cœur de 1995 (et 40 ans après le premier référendum), la question de l'émancipation nationale se pose toujours au Québec. L'État fédéral canadien, le Parti libéral du Canada (PLC) et celui du Québec (PLQ), la CAQ, Québec inc. et Canada inc. répètent à satiété que cette histoire est morte et enterrée. On nous sort régulièrement des sondages pour dire que l'appui à l'indépendance est en baisse, surtout chez les jeunes. Certes, tout cela est biaisé. Il n'en reste pas moins que la cause indépendantiste a faibli, et surtout, qu'elle est sortie du débat public. En relisant notre passé, on voit bien qu'il est parsemé de montées et de descentes, de grandes batailles, de défaites et de reculs. La situation actuelle n'est donc pas totalement inédite.

P.B. - Et que dire du clivage des générations ?

Chez la majorité des jeunes, la fibre nationaliste vibre moins. Les plus éveillés et actifs se positionnent davantage dans une mouvance « citoyennes et citoyens du monde », branchés sur des enjeux planétaires comme la crise climatique. Il était tout de même remarquable de voir l'ampleur de l'implication des jeunes dans l'élection fédérale récente, ce qui a permis la victoire de la bloquiste Claude De Bellefeuille. Cependant, il faut accepter que notre ville, notre région, ne vive plus au diapason du monde d'avant, où on naissait, on travaillait, on se mariait et on décédait à Valleyfield ! Les nouvelles générations visent un horizon plus large, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas attachés à leur patelin, mais pas de la même façon que leurs aîné-es.

P.B. - L'indépendance est incontournable...

L'émancipation nationale demeure la sœur jumelle de l'émancipation sociale. La lutte pour la justice, la paix et l'environnement constitue également une lutte pour

2 Sur ce point de vue, voir l'entrevue de Pierre LaGrenade, porte-parole du Comité du OUI dans la région, « L'indépendance, toujours à l'ordre du jour », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 22, automne 2019.

en finir avec un État qui ne s'est jamais débarrassé de son origine coloniale. Plus encore, cet État se restructure présentement autour de l'axe Toronto-Calgary, dans le but de consolider le pouvoir de la haute finance et des industries extractivistes, tout en accentuant son caractère centralisateur et hostile aux aspirations des peuples (peuple québécois et Premiers Peuples). Face au projet d'émancipation se dressent non seulement ce formidable adversaire (qui inclut aussi l'État américain), mais également un nationalisme défensif, autonomiste, de centre droit, qui ne se gêne pas de ressusciter les vieux démons qu'on a connus avant la Révolution tranquille (hostilité envers les « autres », propension à s'appuyer uniquement sur le monde des affaires, tendances autoritaires, etc.).

P.B. - Il y a maintenant deux partis indépendantistes au Québec alors que pendant longtemps, seul le PQ monopolisait le paysage. Qu'est-ce que cela change ?

Québec solidaire et le Parti québécois auraient avantage à unir leurs forces non seulement sur la question de la souveraineté, mais également en faveur de politiques sociales plus progressistes³. Le PQ, s'il veut survivre à plus long terme, doit s'engager résolument sur la voie de la social-démocratie. C'est malheureusement ce qui ne s'est pas passé après la défaite de 1995 quand des néolibéraux comme Lucien Bouchard, André Boisclair et Pauline Marois ont imposé un virage à droite.

P.B. - Le PQ est-il devenu un « vieux parti » ?

Il pourrait être prématuré d'affirmer que le PQ a fait son temps. Il y a encore des progressistes qui s'identifient à ce parti et qui espèrent le remettre sur la voie qui a été la sienne à son origine. On note cependant que les assemblées du PQ à Valleyfield sont composées de têtes grises ! Le PQ, comme « vaisseau amiral » de la cause indépendantiste, c'est terminé. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'a plus de rôle, mais à la condition de retrouver sa mission et de laisser de côté l'idée de ne constituer qu'un « bon gouvernement provincial ».

P.B. - Qui va changer les choses alors ?

Le PQ, s'il veut vraiment faire front commun avec QS pour la souveraineté, doit définir clairement son projet. Ce projet doit absolument être inclusif. La souveraineté va se faire avec les Québécois et Québécoises de souche, les nations autochtones, les personnes immigrantes, enfin, avec tous les Québécois et Québécoises qui ont le goût du pays. Également, QS doit faire échec aux visions véhiculées par l'État fédéral et affronter les

³ Lors de l'élection d'octobre 2018, dans le comté de Beauharnois où se retrouve Valleyfield, la candidate du PQ, Mireille Théorêt, a obtenu 21,8 % des suffrages contre 15 % pour le candidat de QS, Pierre-Paul St-Onge. C'est Claude Reid de la CAQ qui a gagné avec 48,7 % des votes exprimés.

adversaires de l'émancipation qui essaient de faire passer les nationalistes comme des racistes, des anti-immigration. Il faut quand même souligner que seule Manon Massé a soulevé l'enjeu de l'indépendance lors des dernières élections de 2018. Cependant, il faut faire attention. Pour le moment, l'appui à QS demeure assez marginal dans la population à l'échelle de la région, à part le noyau, certes important, de jeunes scolarisé·es qu'on retrouve surtout au cégep. Sans dénigrer QS, il faut constater qu'il représente encore un projet qui doit devenir attirant pour la grande masse.

P.B. - On sent cependant des hésitations par rapport à la position de QS contre la loi 21⁴...

Dans façon générale, il est vrai que cette loi alimente le côté xénophobe de quelques-uns, mais on exagère l'ampleur de la xénophobie québécoise et plus particulièrement de l'importance des mouvements d'extrême droite et carrément xénophobes. Sur la question de la loi, on est d'avis que la laïcité doit se manifester à travers tout ce qui représente l'autorité de l'État, au-delà des croyances et des religions de chacun et chacune pour favoriser une convivialité collective.

P.B. - Est-ce que le programme de QS peut attirer beaucoup de personnes à Valleyfield ?

Tout en restant ferme sur ses positions de base, le parti devrait clarifier sa position sur la question du multiculturalisme. La fondation d'un pays multiculturel est peut-être intéressante pour des immigrantes et des immigrants invités à vivre leur culture dans un nouveau pays, à l'égal de toutes les autres cultures et sans effort d'intégration à la culture d'une nation qui a une langue, une histoire, des institutions, un mode de vie et des pratiques particulières. Mais ce genre de pays ne répond pas aux attentes des 80 % de la population québécoise qui constituent le cœur de la nation. Pour rejoindre ce cœur, il faudra bien lui reconnaître une identité qui a des implications sur l'organisation de ce pays à faire naître, ce qui n'a rien à voir avec de la xénophobie, du rejet de ce qui est différent de soi. Pour être citoyen du monde, disait Hannah Arendt, il faut être certain de ce que nous sommes nous-même.

P.B. - Pensez-vous qu'une convergence des forces indépendantistes peut-être relancée ?

Il ne faut pas attendre la modification du mode de scrutin pour s'engager dans cette mobilisation. On ne peut compter exclusivement sur les partis politiques pour bâtir un pays ; les citoyens et les citoyennes de toutes les allégeances devront aussi porter ce

4 La Loi sur la laïcité de l'État adoptée le 16 juin 2019.

projet avec fierté. On a besoin d'un projet précis, concret, qui donne le goût aux jeunes et moins jeunes de s'engager pour la cause. Il n'est pas normal d'entendre parler de souveraineté aux quatre ans seulement, lors des élections. Il faut cesser de se diviser, ça ne nous sert pas, au contraire, ça risque d'éloigner des personnes. Pour élargir le recrutement, il faut que le projet indépendantiste porte un projet de société centré sur les grands enjeux environnementaux et sociaux. Également, il faut bien définir la place des femmes, des Autochtones et des communautés culturelles. De cette façon peut émerger un projet rassembleur qui démontre la plus-value d'être indépendants, maîtres chez nous.

P.B. - C'est possible ?

La démarche que tente d'entreprendre présentement OUI-Québec dans la région de Valleyfield-Beauharnois⁵ est de vérifier la faisabilité d'un projet d'assises nationales regroupant celles et ceux qui sont préoccupés par l'avenir du Québec, qu'ils soient ou non indépendantistes. Le projet est ambitieux et pas nécessairement assuré pour le moment. Il s'agirait de réunir des Québécoises et des Québécois de toutes les régions et de toutes les origines pour établir un état de la situation à tous les points de vue : économique, social, culturel, sur le plan de la langue, de l'immigration, des liens avec les Premières Nations, des défis internationaux. Dans un deuxième temps, il s'agirait de débattre où on souhaite voir le Québec dans 10 ou 15 ans, et finalement, de comment on pourrait y parvenir. Dans ce sens, ce projet converge avec l'idée d'une assemblée constituante (à l'origine mise de l'avant par QS, mais maintenant reprise par plusieurs) qui permettrait dans un mouvement démocratique, inclusif et intégral de construire le projet de pays dont on a besoin.

P.B. - A-t-on les forces pour faire cela ?

Malgré tous les problèmes que doit affronter le peuple québécois, il n'est pas impertinent de réaliser que, tout en étant soumis aux courants d'idées et aux contraintes de l'environnement économico-social de l'Amérique du Nord, c'est au Québec que le taux de syndicalisation est le plus élevé, qu'il y a moins d'écarts entre riches et pauvres, que l'économie sociale y est florissante. On sait combattre, comme l'a démontré l'ampleur de manifestations de masse, 250 000 personnes contre la guerre en Iraq en 2003 jusqu'à un demi-million à la marche pour le climat le 27 septembre 2019. Selon la formule consacrée, « on n'est peut-être pas un si petit peuple que cela ».

5 OUI Québec (organisations unies pour l'indépendance du Québec) est un mouvement citoyen non partisan qui regroupe des tables régionales.

Les mouvements populaires dans la tempête de la COVID-19

Le réseau militant de la région de Valleyfield a subi lourdement le confinement dû à la crise de la COVID-19, même si la région a été moins touchée que le grand Montréal. Cette crise est arrivée au moment où le réseau des groupes communautaires, en lien avec la coalition intersyndicale COTON 46, lançait une vaste mobilisation pour s'opposer au déménagement du Centre mère-enfant de l'hôpital du Suroît à Valleyfield au profit d'un nouvel hôpital projeté à Vaudreuil-Dorion. On se questionne sur comment relancer cette lutte l'automne prochain. Des groupes communautaires ont lancé une campagne pour assurer la sécurité alimentaire des plus démunies. Une vingtaine de militantes et militants de différents syndicats de COTON 46 ont participé à un 1^{er} mai virtuel où on a donné la parole à celles et ceux qui sont sur la ligne de front de la lutte contre le coronavirus. Ces camarades qui travaillent dans des établissements de la santé ont livré des témoignages dramatiques. À la suite de cette rencontre qui a duré deux heures, le syndicat des postiers a entrepris avec COTON 46 une campagne d'affichage dans tous les établissements de la région pour témoigner notre solidarité et offrir nos remerciements à celles et ceux qui sont aux premières lignes. Enfin, du côté de la Table régionale OUI-Québec du Suroît, le plan d'action est suspendu jusqu'au début de l'automne. Tout en étant solidement affectée par cette pandémie qui domine les préoccupations de tout un chacun, la fibre militante de la région, loin de sombrer dans le découragement, reste active et prépare les batailles de l'après-COVID. Notre réseau militant qui se rencontrait chaque semaine échange maintenant ses analyses par Internet et discute des luttes à mener pour résoudre la catastrophe vécue dans les CHSLD.